

sur l'activité économique du Canada pose des problèmes à l'égard de la tenue de notre économie et de notre aptitude à définir nos priorités économiques et à les mettre en œuvre, en plus de susciter des entraves à l'épanouissement d'une culture et d'une personnalité canadiennes distinctes. Comme l'a laissé entendre le chef de l'opposition (M. Stanfield), les investisseurs étrangers peuvent créer des problèmes lorsqu'il s'agit d'établir les priorités industrielles au Canada. Permettez-moi de signaler deux points qui, selon certains, constituent les problèmes économiques que nous posent les investissements étrangers. D'abord, de tels problèmes peuvent sans doute n'être attribuables qu'en partie aux investissements étrangers. Dans bien des cas, ces investissements sont venus combler des vides—vides en matière de technique, de gestion, de marché de capitaux. Donc, il y a place pour plusieurs politiques lorsqu'il s'agit de créer un climat économique propre à favoriser davantage une activité industrielle rentable et de hauts niveaux de vie et de production.

En second lieu, il ne faut pas oublier tous les avantages que le Canada a retiré des investissements étrangers, notamment l'expansion économique, la mise en valeur de certaines régions éloignées, l'accès à des techniques profitables et aux marchés étrangers, et ainsi de suite. Ces considérations font venir à l'esprit certains éléments qui pourraient composer une politique d'investissements étrangers qui n'entraîne pas pour les Canadiens un sacrifice de leur niveau de vie. Dans le premier cas, il y a lieu, à mon avis, de prendre des mesures pour appuyer et encourager l'esprit d'entreprise et les compétences des Canadiens afin qu'ils se chargent davantage de notre propre expansion industrielle. Il s'agit d'autres mesures pour encourager les innovations, les progrès techniques et une efficacité accrue dans les marchés de capitaux.

Il faut aussi des politiques visant l'amélioration du milieu en général, pour favoriser une plus grande expansion de structures industrielles saines, et de petites entreprises capables de soutenir la concurrence internationale, qu'elles soient contrôlées par des intérêts canadiens ou étrangers. Je crois qu'il y aurait aussi lieu de prendre d'autres mesures en ce qui concerne les investissements étrangers. Il faut qu'elles soient souples, pour tenir compte du besoin constant qu'a le Canada de capitaux étrangers dans certains domaines et des répercussions qu'ont de tels investissements tant sur les coûts que sur les avantages.

Je ferai remarquer à la Chambre qu'une politique canadienne soucieuse d'intéresser les investissements étrangers à la réalisation de nos objectifs nationaux ne saurait isoler le Canada de la communauté internationale. Après tout, au sein du monde occidental, d'autres pays industrialisés, dont on sait la prospérité, ont pris, il y a déjà un grand nombre d'années, toute une série de mesures globales dans ce domaine.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, je dirai que le gouvernement s'est employé à mettre au point une politique plus cohérente quant au rôle que les investissements étrangers seront appelés à jouer dans l'économie canadienne. J'espère vivement que cette politique sera rendue publique sous peu. Je ne doute pas qu'elle tiendra compte des souhaits des Canadiens qui désirent avoir à la fois une expansion continue de leur économie et la possibilité de prendre eux-mêmes les décisions fondamentales qui engagent leur destinée en tant que nation.

M. Skoberg: Je voudrais poser une question, monsieur l'Orateur.

[L'hon. M. Gray.]

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Le député se lève-t-il pour poser une question?

M. Skoberg: Oui, Votre Honneur, si le ministre me permet de poser une question.

L'hon. M. Gray: Oui, volontiers.

M. Skoberg: Je me demande si le ministre aurait la bonté de me faire lecture de ce qu'il a dit. J'ai eu peine à sténographier tout cela.

L'hon. M. Gray: Monsieur l'Orateur, je ne me suis pas davantage reporté à mes notes que ne l'a fait le député de York-Sud. Si je ne m'abuse, nos lunettes ont la même force puisque je tenais mes notes à la même distance que lui.

M. Lewis: C'est la seule déclaration sensée que le ministre a faite ce soir.

• (9.10 p.m.)

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, même si, par suite de conceptions fort différentes, nous ne sommes pas toujours du même avis que nos bons voisins du Nouveau parti démocratique, je dois dire que je suis parfaitement d'accord sur la formulation de la motion d'opposition présentée par l'honorable député d'York-Sud (M. Lewis).

Il est, en effet, bien évident que le gouvernement actuel joue sur deux tableaux à la fois. D'une part, on laisse entrevoir à la population canadienne qu'on voudrait bien une économie indépendante, essentiellement contrôlée par des Canadiens. D'autre part, on demande, on supplie, que dis-je, on exige, que les Américains viennent investir leurs capitaux chez nous.

Je voudrais tenter de prouver que ces habitudes totalement contradictoires s'expliquent, à cause des principes faux qui sont à la base du système économique que nous subissons. Oui, en voulant rendre le système financier immobile et immuable, nous en arrivons à la contradiction et au ridicule.

La motion à l'étude est donc fort à propos. Il est urgent d'instituer une politique, des programmes, conçus pour freiner l'accroissement du contrôle de l'économie canadienne par les étrangers.

Nous sommes bel et bien à la merci du contrôle étranger et, dans une très large mesure, à celle du géant américain.

Le 29 septembre dernier, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) exposait au colloque «Le Canada d'aujourd'hui», à Houston, au Texas, la dimension économique du Canada dans le contexte nord-américain. Il disait entre autres, et je cite:

Par tête d'habitant, chaque Américain a acheté en 1970 pour \$50 de produits canadiens tandis que chaque Canadien a acheté au cours de la même année pour \$500 de produits américains; cela nous donne un rapport de 10 pour 1 par tête d'habitant. Si l'économie canadienne n'est pas prospère, nous ne sommes pas en mesure d'acheter tous ces produits chez vous.

Bien sûr que si nous ne sommes pas prospères, nous ne pouvons acheter pour \$500 par tête de produits américains. Mais en vertu de quoi sommes-nous obligés d'acheter? Pourquoi acheter, si nous avons ces produits à notre disposition chez nous? Pourquoi acheter, si nous pouvons fabriquer nous-mêmes ces produits? En un mot, pourquoi baser notre propre prospérité sur celle des États-Unis?

Tout l'exposé de l'honorable ministre, lors de ce colloque, reflétait cette timidité maladroite du complexe, du